ASSEMBLÉE NATIONALE

29 octobre 2024

PLF POUR 2025 - (N° 324)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° II-296

présenté par

Mme Lise Magnier, M. Henriët, M. Albertini, M. Roseren et Mme Bellamy

-----

ARTICLE 44**ÉTAT D****« Développement agricole et rural »**

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Développement et transfert en agriculture	7 000 000	0
Recherche appliquée et innovation en agriculture	0	7 000 000
TOTAUX	7 000 000	7 000 000
SOLDE	0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement d'appel vise à demander le rehaussement de l'enveloppe du CASDAR, afin que l'enveloppe pour 2025 corresponde au produit de la taxe collectée en 2024.

D'une part, les recettes dépassent systématiquement la prévision de collecte. En 2023, 150 millions d'euros avaient été collectés au titre de la taxe sur le chiffre d'affaires des exploitations agricoles,

---

alors que seulement 126 millions d'euros avaient été fléchés sur le CASDAR dans la version initiale du Projet de loi de finances pour 2024. En 2024, la différence entre le produit de la taxe et le montant alloué au CASDAR est moins importante, mais néanmoins notable, avec une recette de la taxe de 153,6 millions d'euros et un budget affecté au CASDAR de seulement 146 millions.

Au regard des multiples enjeux auxquels doivent faire face les agriculteurs, en premier lieu l'adaptation au changement climatique, il est essentiel de renforcer les financements des acteurs qui assurent l'acquisition et le transfert de solutions pour faire face à ces enjeux. Les Chambres d'agriculture assurent le transfert des solutions techniques et pratiques résilientes auprès des agriculteurs.

L'augmentation de l'enveloppe financière dédiée aux actions de développement agricole permettra également de développer et conforter les programmes d'acquisition de références technico-économiques sur des exploitations réelles sur l'ensemble des filières. Ces références sont indispensables pour caractériser, tant d'un point de vue économique qu'environnemental, l'impact des solutions et transitions proposées aux agriculteurs et donc de faciliter l'appropriation de celles-ci par les agriculteurs.

Afin d'assurer sa recevabilité financière, cet amendement de crédits abonde en autorisations d'engagement et en crédits de paiement l'action 01 "Développement et transfert" du programme 775 " Développement et transfert en agriculture" à hauteur de 7 000 000 €, et diminue à due concurrence des crédits inscrits à l'action « 01- Recherche appliquée et innovation » du programme 776 « Recherche appliquée et innovation en agriculture ».

Les députés signataires tiennent à préciser qu'ils ne souhaitent pas pour autant réduire les moyens attribués au programme 776. En effet, la recherche n'est utile que si elle est transférée aux agriculteurs, d'autant plus dans un contexte de transition écologique où des réponses sont attendues à court terme.